



Pour diffusion immédiate : 27/09/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL SIGNE UN ENSEMBLE DE LOIS VISANT À
ÉTENDRE LE SYSTÈME DE PROTECTION CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES
HUMAINS DANS L'ÉTAT DE NEW YORK**

Le budget de l'exercice 2024 comprend 2,3 millions de dollars qui ont été récemment alloués à des prestataires de services aux victimes de la traite des êtres humains

Les lois S.4263/A.3227, S.5527/A.3720, S.6213/A.4264, S.6214/A.4265, S.5827/A.4586, S.4267/A.4669 portent sur la diffusion d'informations concernant les services aux victimes de la traite des êtres humains dans les transports publics à travers l'État

La loi S.7451/A.7360 proroge de quatre ans le groupe de travail interagences sur la traite des êtres humains

La loi S.395/A.5505 exige au groupe de travail interagences sur la traite des êtres humains d'enquêter sur les liens entre la traite des êtres humains et les réseaux sociaux

La gouverneure Kathy Hochul a promulgué aujourd'hui une loi prévoyant l'augmentation du nombre de membres et de la durée de leurs mandats au sein du groupe de travail interagences de l'État de New York sur la traite des êtres humains (New York State Interagency Task Force on Human Trafficking), et ce afin de garantir que le travail de ce groupe puisse se poursuivre sans entrave. La gouverneure a également signé une loi obligeant les transports publics de l'État à afficher des informations pouvant être utiles aux victimes de la traite des êtres humains, en leur fournissant des renseignements sur les services disponibles. En outre, la gouverneure Hochul a rappelé que 2,3 millions de dollars ont été récemment versés à des entrepreneurs qui fournissent des services aux survivants et aux victimes de la traite des êtres humains dans tout l'État.

« La traite des êtres humains est un cauchemar que personne ne devrait avoir à vivre. Une seule victime, c'est déjà trop », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « Je suis fière de signer cette loi visant à protéger des milliers de personnes victimes de la traite des êtres humains, et je tiens à remercier mes partenaires du corps législatif pour le travail qu'ils ont accompli afin que ces projets de loi soient menés à terme », ajoute-t-elle.

Sensibilisation aux services de lutte contre la traite des êtres humains

Pour renforcer l'engagement de l'État de New York à soutenir et à protéger les victimes de la traite, la loi S.4263/A.3227 exige aux autorités aéroportuaires de mettre à disposition, dans les salles d'allaitement, des informations susceptibles d'être utiles aux victimes de la traite des êtres humains. La loi S.5527/A.3720 exige à la MTA d'afficher dans ses installations des informations pouvant être utiles aux victimes de la traite des êtres humains. La loi S.6213/A.4264 impose aux relais routiers d'afficher dans les salles d'allaitement des informations pouvant être utiles aux victimes de la traite des êtres humains. La loi S.6214/A.4265 exige aux aéroports commerciaux d'afficher des informations sur les services de lutte contre la traite des êtres humains dans les salles d'allaitement. La loi S.5827/A.4586 exige aux aires de service gérées et exploitées par la New York State Thruway Authority de fournir des informations sur les services disponibles pour les victimes de la traite des êtres humains dans les salles d'allaitement. La loi S.4267/A.4669 exige aux gares routières de l'autorité portuaire de fournir des informations sur les services disponibles pour les victimes de la traite des êtres humains dans les salles d'allaitement.

Élargissement du groupe de travail interagences sur la traite des êtres humains

La loi S.7451/A.7360 prévoit l'incorporation du secrétaire d'État de l'État de New York au groupe de travail interagences sur la traite des êtres humains. Le groupe de travail est actuellement composé des membres suivants : le commissaire de la Division des services de justice pénale, le commissaire du Bureau d'assistance temporaire et d'invalidité de l'État de New York, le commissaire du Département de la santé, le commissaire du Bureau de la santé mentale, le commissaire du Département du travail, le commissaire du Bureau des services à l'enfance et à la famille, le commissaire du Bureau chargé des services et des aides en matière d'addiction, le directeur du Bureau des services aux victimes, le directeur exécutif du Bureau chargé de la prévention de la violence domestique et le surintendant de la police de l'État de New York.

Cette loi prolonge également le mandat du groupe de travail pour une période supplémentaire de quatre ans afin de garantir que le travail effectué par le groupe de travail pour prévenir, réduire et aider les survivants de la traite des êtres humains se poursuive de manière ininterrompue.

La loi S.395/A.5505 exige au groupe de travail interagences sur la traite des êtres humains d'enquêter sur les liens entre la traite des êtres humains et les réseaux sociaux

La sénatrice Lea Webb a déclaré : « En tant que présidente de la commission des affaires féminines du Sénat de l'État de New York, ce fut un honneur pour moi de parrainer ces projets de loi qui contribuent à la lutte contre la traite des êtres humains. Cette loi permettra de s'assurer que les informations concernant les services destinés aux victimes de la traite des êtres humains sont affichées dans les lieux très fréquentés qui peuvent servir de porte d'entrée aux trafiquants qui y transitent avec leurs victimes, notamment les salles d'allaitement dans les aéroports commerciaux et les relais routiers

de l'État de New York. Il faut absolument que nous travaillions ensemble pour résoudre les problèmes de traite des êtres humains des New-Yorkais les plus vulnérables, et ce en veillant à ce que les victimes puissent obtenir de l'aide et trouver des ressources en toute sécurité, sans craindre de représailles. »

Le sénateur d'État Cordell Cleare a déclaré : « La combinaison de ces projets de loi permet de progresser dans la lutte contre la traite des êtres humains en enquêtant sur ses traces numériques, en sensibilisant le public et en veillant à ce que des informations vitales soient accessibles là où le besoin s'en fait le plus sentir. Je suis non seulement fier mais aussi profondément honoré d'avoir joué un rôle dans l'avancement de ces mesures cruciales. »

La sénatrice d'État Roxanne J. Persaud a déclaré : « La prévention et la lutte contre la traite des êtres humains exigent un effort concerté de la part de plusieurs agences de l'État. Le projet de loi signé aujourd'hui par la gouverneure Hochul prolonge la durée de l'autorisation accordée à ces agences pour leur permettre de mener à bien leur mission essentielle. Je remercie la gouverneure Hochul pour son attachement à cette question et j'ai hâte de réunir d'autres stratégies autour de la table pour mieux lutter contre l'exploitation humaine qui sévit dans les communautés de notre grand État. »

Amy Paulin, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Les victimes de la traite sexuelle ont très peu d'occasions de s'éloigner de leur trafiquant. Bien souvent, les quelques instants que la victime passe dans les toilettes publiques ou la salle de lactation sont les seuls moments où elle est laissée seule. Les informations qu'ils voient dans ces espaces sécurisés pourraient être la seule occasion qu'ils ont de s'informer sur les services qui leur sont offerts. L'État de New York est en train d'établir un précédent avec cette loi en allant à la rencontre des victimes là où elles se trouvent et en leur fournissant les outils dont elles ont besoin pour s'échapper de l'exploitation sexuelle. »

Linda B. Rosenthal, membre de l'Assemblée, a déclaré : « La traite des êtres humains est tristement difficile à détecter et l'essor des plateformes de réseaux sociaux et des applications de rencontres offre aux trafiquants un nouvel outil pour attirer leurs victimes. Des millions de personnes dans le monde et des milliers de New-Yorkais, en grande majorité des femmes, sont victimes chaque année de cette odieuse pratique, ce qui souligne l'importance d'élargir la mission du groupe de travail interagences de l'État de New York sur la traite des êtres humains. L'État de New York est classé quatrième en ce qui concerne le nombre de cas de traite des êtres humains. Cette loi nous aidera à comprendre comment les trafiquants d'êtres humains utilisent les plateformes en ligne et aidera les agences de l'État à sensibiliser les gens à la façon dont ils peuvent se protéger. Je remercie la gouverneure Hochul d'avoir promulgué ce projet de loi d'une importance capitale. »

La membre de l'Assemblée Grace Lee a déclaré : « Le groupe de travail interagences de l'État de New York sur la traite des êtres humains a pour mission de prévenir la traite des êtres humains dans l'État de New York et d'aider les survivants. La signature de ce projet de loi aujourd'hui renforcera la capacité du groupe de travail à

accomplir cette mission critique. Je suis fier d'avoir dirigé l'adoption de cette loi à l'Assemblée, et je remercie la gouverneure Hochul, la présidente de l'Assemblée Heastie, la cheffe de la majorité Stewart-Cousins et mes collègues du corps législatif pour leur soutien. »

Le Bureau d'assistance temporaire et d'invalidité de l'État de New York gère le programme de lutte contre la traite des personnes (Response to Human Trafficking Program, RHTP), qui soutient les prestataires de services dans la fourniture de services de gestion de cas et de services aux victimes confirmées de la traite des êtres humains, et ce partout dans l'État. Aujourd'hui, le RHTP soutient 11 prestataires de services dans l'État de New York. Ces services sont adaptés aux besoins et aux objectifs de chacun et peuvent inclure des services d'urgence comme l'hébergement, le transport, l'aide alimentaire et l'accès au téléphone, les services médicaux, l'habillement, etc. Les prestataires travaillent également avec les survivants de la traite pour identifier et soutenir des objectifs à plus long terme, tels que les soins de santé et les services de santé mentale, les services d'emploi et les logements provisoires ou à plus long terme.

Dans le cadre du programme RHTP, 2,3 millions de dollars ont récemment été accordés aux prestataires suivants dans l'ensemble de l'État pour aider les survivants de la traite des êtres humains :

Prestataire	Région	Récompense
Safe Horizon, Inc.	NYC	500 000 \$
Sanctuary for Families	NYC	379 000 \$
Restore NYC	NYC	319 500 \$
My Sister's Place, Inc.	Westchester	275 000 \$
Empowerment Collaborative of Long Island Inc.	Suffolk	200 000 \$
Catholic Charities of Long Island	Nassau	124 250 \$
International Institute of Buffalo	Erie	167 208 \$
Safe Inc of Schenectady	Schenectady	197 099 \$
People Against Trafficking Humans Incorporated	Erie	49 581 \$
Unity House of Troy Inc.	Rensselaer	113 000 \$
Safe Harbors of the Finger Lakes Inc.	Ontario	72 362 \$

La Division des services de justice pénale (DCJS) collabore avec les forces de l'ordre pour veiller à ce que toutes les recrues reçoivent une formation sur la traite des êtres humains dans le cadre de leur formation de base. En 2022, environ 2 500 recrues ont reçu une formation sur la traite des êtres humains dans le cadre de leur formation de base, y compris une formation sur la manière d'effectuer un renvoi pour confirmation dans l'État de New York. Depuis le début de l'année 2023, le DCJS, en consultation avec l'OTDA, a confirmé la présence de 240 victimes de la traite dans l'État de New York, et les a mises en contact avec des services et des ressources essentiels. L'État a confirmé la présence de 249 victimes de la traite en 2022, et de 295 en 2021.

À compter du 20 juillet 2023, les établissements d'hébergement de l'État de New York sont tenus de fournir une formation sur l'identification et le signalement de la traite des êtres humains à tout le personnel susceptible d'interagir ou d'entrer en contact avec les clients. Le DCJS a pris contact avec des acteurs importants du secteur de l'hôtellerie, notamment Marriott, Hilton et l'association de l'hôtellerie et du tourisme de l'État de New York, et a collaboré avec nos partenaires de l'OTDA pour élaborer des ressources de formation appropriés pour l'État.

Le conseil de formation de la police municipale de l'État, auquel le DCJS fournit du personnel, était légalement tenu d'élaborer et de publier une [politique modèle de lutte contre la traite des êtres humains](#) que les forces de l'ordre pourraient utiliser comme cadre pour leur propre politique. Cette politique a été adoptée pour la première fois en 2016 puis mise à jour en 2021.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)